



Conseil économique et social

Distr. générale
2 décembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques,
mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles
mesures et initiatives; thème prioritaire : « L'autonomisation
des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté
et de la faim, le développement et les défis actuels »**

Déclaration présentée par la Society of Catholic Medical Missionaries, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2012/1.



Déclaration

Introduction

Durant la présente crise sociale déclenchée par des crises économiques et environnementales, notre monde vit une transition. L'impact négatif direct de cette crise touche particulièrement les femmes. Elles en sont affectées de façon disproportionnée.

Dans le monde entier, les femmes sont actives dans tous les secteurs de l'économie – allant de la fourniture des biens de base à leur famille (nourriture, eau, combustibles et soins) à la gestion d'entreprise en passant par l'édification de communautés. Elles sont gardes forestières, agricultrices, exploitantes agricoles, responsables communautaires, chercheuses, responsables politiques, conceptrices de technologies et entrepreneures.

En comparaison des hommes, les femmes réinvestissent une part plus importante de leurs revenus dans leurs communautés. Elles procèdent à des investissements notables. Cependant, en raison de l'inégalité socioculturelle des sexes, les compétences des femmes et leurs contributions demeurent le plus souvent ignorées. Or, c'est par la reconnaissance et le renforcement de leurs rôles dans les activités économiques du secteur formel et informel que passe la voie de leur autonomisation.

À l'occasion de la Journée internationale de l'éradication de la pauvreté (17 octobre 2011), le Secrétaire général a déclaré que les femmes étaient essentielles dans la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté et qu'elles contribuaient à la sécurité alimentaire et à la croissance économique, sans toutefois avoir accès sur un pied d'égalité aux opportunités et aux ressources. L'autonomisation des femmes ne saurait se réaliser si nous nous bornons aux questions économiques, sociales, culturelles et environnementales sans lutter contre la discrimination fondée sur le sexe.

Femmes rurales et pauvreté

C'est un fait de plus en plus accepté que la pauvreté se concentre principalement dans les zones rurales (75 % des travailleurs pauvres dans le monde vivent dans les zones rurales) et que des progrès importants dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs internationaux sont largement tributaires d'améliorations dans l'agriculture et du développement rural. Selon l'Organisation internationale du Travail, 60 % des travailleurs pauvres sont des femmes. Les travailleurs pauvres possèdent de nombreuses caractéristiques associées à l'extrême pauvreté. Les pauvres en zones rurales, (en particulier en Afrique subsaharienne) sont en majorité de petits exploitants agricoles ou des travailleurs agricoles (notamment en Asie du Sud).

Les femmes rurales constituent l'épine dorsale de l'agriculture dans presque tous les pays en développement. Elles produisent la moitié de la nourriture mondiale et, dans certains pays, jusqu'à 80 % de la nourriture. À l'échelle mondiale, les femmes représentent une proportion considérable de la main-d'œuvre agricole. Bien que l'on estime que les femmes dans les pays en développement produisent dans l'agriculture 35 % à 45 % du produit intérieur brut, les femmes rurales ont rarement accès à la propriété foncière.

Petits agriculteurs et sécurité alimentaire

Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, dit que chaque année, jusqu'à 30 millions d'hectares de terre arable sont perdus en raison de la dégradation de l'environnement, de leur exploitation à des fins industrielles ou de l'urbanisation – une tendance aggravée par la concurrence croissante entre cultures vivrières et cultures énergétiques, ou encore du fait de la spéculation d'investisseurs privés sur les terres cultivables. Il a également averti que les petits agriculteurs risquaient d'être exploités dans le cadre de contrats agricoles avec des sociétés de traitement ou de commercialisation. Il a recommandé la mise en place de mécanismes permettant de garantir plus d'équité dans ces accords. Le monde vit une situation dans laquelle les pressions sur les terres et sur les ressources hydriques augmentent à un rythme sans précédent, avec des conséquences dramatiques pour des millions d'agriculteurs, de pêcheurs, de populations autochtones, affectant leur droit à l'alimentation (A/65/281).

Les plus grandes entreprises agroalimentaires du monde déversent des milliards de dollars dans les brevets de semences adaptées au changement climatique. Loin d'aider les agriculteurs à s'adapter au réchauffement de la terre – ce qu'ils savent déjà faire – ces cultures permettent à l'industrie agroalimentaire d'étendre sur une grande échelle des monocultures sur des terres actuellement cultivées par des agriculteurs pauvres. Cette approche n'est pas une solution au problème de la faim qui ne cesse de s'étendre, elle ne fait que nourrir la cupidité des grandes entreprises.

Selon le Rapporteur spécial, en vue de permettre aux petits agriculteurs de gravir les échelons de la chaîne de valeur, il importe de les encourager à créer des coopératives afin de transformer, conditionner et commercialiser leur production. À cet effet, les agriculteurs doivent avoir accès aux marchés locaux pour ne pas dépendre excessivement d'un acheteur de produits de base qui a accès au marché mondial et qui fait en réalité barrage entre eux et les pays du Nord très rémunérateurs.

Au cours de ces dernières années, les agriculteurs jamaïcains ont réussi à cultiver des légumes en serre, démontrant ainsi qu'un pays à environnement vulnérable, qui auparavant importait plus de la moitié de sa nourriture, est à présent en mesure d'exporter lui-même des produits agricoles. Cette réussite peut se répéter dans d'autres pays et leur apporter la sécurité alimentaire.

Grâce à la production agricole biologique à partir de semences naturelles, à la pêche artisanale, à l'aquaculture traditionnelle et à la pêche dans les rivières et les lacs, chaque nation devrait parvenir à subvenir seule à ses besoins alimentaires. La terre serait possédée par les petits agriculteurs, les eaux par les petits pêcheurs et les forêts par les populations tribales et autochtones.

Mondialisation économique et femmes rurales

La libre circulation des capitaux au profit de quelques-uns, mais au détriment de l'immense majorité dont les besoins essentiels de nourriture, de vêtements, de logement, d'éducation et de soins de santé restent insatisfaits, doit être réexaminée afin qu'une plus grande justice soit dispensée à l'ensemble des parties prenantes. Tous les gouvernements devraient faire une priorité de la souveraineté alimentaire et de la protection de l'environnement.

Aujourd'hui, les disponibilités alimentaires sont contrôlées par de riches sociétés multinationales. Au nom du profit, ces sociétés imposent les semences hybrides à haut rendement, les cultures génétiquement modifiées et le recours à des pesticides qui non seulement transforment la nourriture en poison, mais qui précipitent également les agriculteurs dans l'endettement. En Inde notamment, des milliers de suicides parmi les agriculteurs ont été signalés.

Les nations et les collectivités ont non seulement perdu leur souveraineté alimentaire au profit de l'industrialisation et des cultures à haute technologie imposée par les grandes sociétés multinationales, mais elles ont également déplacé ou anéanti les cultures de la grande majorité des petits agriculteurs et des populations autochtones.

Effets de la géo-ingénierie sur les femmes

Dans cette période marquée par la recherche et développement technologique sans précédent, la géo-ingénierie prend le pas comme solution à la crise du climat. La géo-ingénierie représente une manipulation délibérée des systèmes terrestres pour modifier le climat, notamment les technologies à haut risque, comme faire exploser des particules dans la stratosphère pour imiter les éruptions volcaniques (bloquer la lumière du soleil) ou « fertiliser » les océans pour provoquer des floraisons de plancton aux fins de piégeage du carbone.

Les effets de ces manipulations du climat sur l'agriculture se feront particulièrement sentir auprès des paysans du Sud tandis que les manipulations des océans sont susceptibles de porter atteinte aux moyens d'existence de milliers de petits pêcheurs. Il importe d'évaluer l'impact social et environnemental des interventions de géo-ingénierie avant d'avoir provoqué des dégâts irréparables à la planète et à ses habitants, notamment les femmes et les enfants.

Politiques et femmes rurales

Donner aux femmes accès à l'éducation en matière de procréation et de services contribue à leur autonomisation et à l'examen de certaines préoccupations associées à la croissance démographique mondiale. Nous devons obtenir des changements importants dans les politiques et dans la législation en veillant à leur caractère inclusif. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale reconnaît que les agricultrices ne bénéficient que de 5 % des services de vulgarisation agricole. Il importe de sensibiliser les femmes et de faciliter leur participation au sein des gouvernements ainsi qu'aux postes de direction dans l'économie pour profiter de leurs intuitions et de leurs aptitudes à rechercher le bien commun. Le droit à l'information devrait être réalisé en faveur des femmes dans les zones rurales.

Dans de nombreux pays, les femmes sont les plus pauvres parmi les pauvres. Si les programmes sociaux visant à les appuyer atteignent directement les femmes, l'ensemble de la famille en bénéficie. Nous appuyons fermement l'Initiative des Nations Unies pour un socle de protection sociale en tant que politique qui assure que tous les membres de la famille seront désormais traités de façon adéquate et conduisant à un avenir plus juste où filles et garçons, hommes et femmes, auront le temps d'apprendre et d'apporter leur contribution.

Recommandations à l'Organisation des Nations Unies et aux États membres

- Assurer un socle universel de protection sociale aux 631 millions de personnes les plus sous-privilegiées vivant avec moins de 1,25 dollar par jour. Veiller à ce que les prestations en espèces soient versées directement aux femmes;
- Les gouvernements devraient favoriser les petits agriculteurs et promouvoir le recours à des semences traditionnelles et à l'agriculture biologique en tant que méthodes pour réaliser une sécurité alimentaire durable;
- Ériger en crime l'accaparement des terres et réglementer l'utilisation des terres des petits exploitants agricoles par l'agro-industrie pour produire des cultures adaptées aux changements climatiques;
- Assurer les droits fonciers des femmes, leur contrôle sur les ressources naturelles et promouvoir les coopératives agricoles de femmes en veillant à ce qu'elles aient accès au marché pour y vendre leur production et ainsi contribuer à la sécurité alimentaire;
- La souveraineté alimentaire et la réglementation des prix de l'alimentation devraient figurer parmi les priorités nationales de tous les États.

Conclusion

Selon les termes de l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, Helen Clark « Nous avons une responsabilité collective à l'égard des moins privilégiés d'entre nous, aujourd'hui et demain, dans le monde entier, ainsi qu'un impératif moral : faire en sorte que le présent ne soit pas l'ennemi de l'avenir ».

Note : La présente déclaration a été approuvée par les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary et VIVAT International.